

AP-HP.Centre – Université Paris Cité
Hopitaux Broca La Collégiale • Cochin
Corentin Celton • HEGP • Hôtel-Dieu
Necker-Enfants malades • Vaugirard

DIRECTION DES INVESTISSEMENTS

**« MAINTENANCE DES DISPOSITIFS D'ALARME DES
TRAVAILLEURS ISOLES (DATI-PTI) DE L'HOPITAL
CORENTIN CELTON ETABLISSEMENT DU GROUPE
HOSPITALO-UNIVERSITAIRE AP-HP. CENTRE UNIVERSITE
PARIS CITE »**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
CCAP**

OCTOBRE 2025

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières comprend **22** pages et **1** annexe

Consultation n° 25-EM511CUP

Table des matières

1. OBJET DU MARCHÉ	4
1.1. OBJET DU MARCHÉ	4
1.2. FORME DU MARCHÉ	4
2. DUREE DU MARCHÉ	4
3. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
3.1. Pièces particulières	5
3.2. Pièces générales	5
4. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ	6
4.1. Caractère et contenu des prix	6
4.1.1. <i>Forfait.....</i>	<i>6</i>
4.1.2. <i>Hors forfait</i>	<i>7</i>
4.2. Revisions de prix	7
4.2.1. <i>Nature des prix.....</i>	<i>7</i>
4.2.2. <i>Formule de révision</i>	<i>7</i>
4.2.3. <i>Modalités :.....</i>	<i>8</i>
4.3. Clause butoir ET DE SAUVEGARDE	8
5. MODIFICATION DU MARCHÉ – CLAUSE DE REEXAMEN	8
6. MODIFICATION DE REFERENCES EN COURS DE MARCHÉ	9
7. MODALITES DE DELIVRANCE DES BONS DE COMMANDE.....	9
8. PRINCIPE DE FACTURATION.....	10
9. FACTURATION	10
9.1. Utilisation du Portail CHORUS PRO.....	10
9.2. Facturation du forfait	11
9.3. Facturation hors forfait	11
10. PAIEMENT	12
11. CONDITIONS DE PRISE EN CHARGE / RESTITUTION DES INSTALLATIONS	12
11.1. Prise en charge	12
11.2. RESTITUTION	13
12. ENGAGEMENT DU TITULAIRE – OBLIGATIONS GENERALES	13
13. PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES FOURNITURES ET ORGANES	14
13.1. Fournitures	14
13.1.1. <i>Matières consommables</i>	<i>14</i>
13.1.2. <i>Récupérations.....</i>	<i>14</i>
13.2. Sujétions pour manutention et démontage d'organes	15
14. CONDITIONS D'ACCES ET D'UTILISATION DES LOCAUX, DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INFORMATIQUE	

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	2/22

14.1. Documentation	15
14.1.1. Propriété et mise à jour	15
14.1.2. Support de la documentation	15
14.1.3. Inventaires	15
14.1.4. Documentation particulière	15
15. CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS	16
15.1. Généralités	16
15.2. Opérations de vérification	16
15.2.1. Vérification	16
15.2.2. Vérification des résultats	17
15.2.3. Décision après la vérification	17
15.2.4. Admission	17
15.3. Garantie du matériel fourni par le titulaire	18
16. RESPONSABILITES DU TITULAIRE	18
16.1. Responsabilité et locaux	18
16.2. Responsabilité et personnel	18
17. ASSURANCES	19
17.1. Dispositions générales	19
Responsabilité civile générale	19
18. CONFORMITE AUX NORMES INTERNATIONALES ET A LA REGLEMENTATION	19
19. NANTISSEMENT	19
20. RETENUE DE GARANTIE – CAUTIONNEMENT	20
21. AVANCE FORFAITAIRE	20
22. PENALITES	21
23. LITIGES	21
24. RESILIATION	21
24.1. CAUSES majeures	21
24.2. Résiliation du marché par le GH APHP CENTRE - UNIVERSITE PARIS CITE sans faute du titulaire	22
24.3. Résiliation du marché à la demande du titulaire	22
25. DEROGATIONS AU CCAG/FCS	22

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	3/22

1. OBJET DU MARCHÉ

1.1. OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la relance du marché d'entretien et de maintenance des dispositifs d'alarme des travailleurs isolés (DATI-PTI) de l'hôpital Corentin Celton établissement du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP. Centre Université Paris Cité.

Les prestations sont réunies en un lot unique.

Lieu d'exécution des prestations : Hôpital Corentin-Celton (**CCL**) – 4 parvis Corentin-Celton – Issy-Les-Moulineaux ;

1.2. FORME DU MARCHÉ

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée passé en application des articles L2123-1, R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique.

Le marché est un marché de prestations de service, dites « entretien complet » à montant forfaitaire complété d'une part à bons de commande c'est-à-dire, fractionné sous la forme d'un accord cadre à bons de commande passé en application des articles R. 2123-(1 à 7) et R. 2162-(1 à 14) du code de la commande publique en vigueur et conclu avec seulement un montant maximum.

En application de l'article R. 2162-4/2°, le marché comporte uniquement un montant maximum en valeur, sur lequel est engagé le titulaire pour la durée du marché.

Le montant maximum du contrat est fixé en prenant en compte le montant des prestations forfaitaires du marché, sur la durée maximum du marché soit quatre (4) ans, augmenté de **26 700 €** pour prendre en compte des prestations non comprises dans le forfait sur cette même durée maximum de quatre (4) ans.

Conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, l'AP-HP se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire dans le cadre du présent marché.

Le montant cumulé des marchés ne devra pas dépasser le seuil des procédures formalisées pour les marchés de travaux à l'AP-HP. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

2. DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une **durée ferme de deux (2) ans** à compter de la date de notification du Marché.

Le marché est reconductible par reconduction tacite, deux (2) fois pour une durée d'une (1) année chacune, sans que la durée totale d'exécution des prestations ne puisse excéder quatre (4) ans.

Si l'AP-HP décide de procéder à la non-reconduction, elle le notifiera au titulaire par lettre du représentant du pouvoir adjudicateur, par voie dématérialisée, au plus tard deux (2) mois avant le terme du marché.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	4/22

3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

3.1. PIÈCES PARTICULIÈRES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces particulières du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'Engagement (AE) et ses annexes financières :
 - Décomposition du Prix Global Forfaitaire(DPGF)
 - Bordereau des Prix Unitaires (BPU).
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe 1 « liste des pénalités »
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Risques généraux dans les établissements hospitaliers
 - Annexe 2 : Inventaire marché de Maintenance des PTI et DATI ASCOM CCL
 - Annexe 3 - Synoptique
- Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre, complétée le cas échéant des réponses aux questions posées en cours d'analyse des offres.
- Les actes spéciaux de sous-traitance
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services, en vigueur à la date de mise en concurrence ;
- Les bons de commande
- Tout document déposé avec l'offre.

3.2. PIÈCES GÉNÉRALES

Les pièces générales du marché sont :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS) portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de service, par arrêté du 30/03/2021.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux Marchés Publics de travaux,
- La réglementation en vigueur relative à la sécurité incendie dans les Etablissements recevant du public (ERP),
- La réglementation en vigueur relative aux essais et contrôles obligatoires (arrêté du 25 juin 1980 modifié et ses annexes),
- Le règlement intérieur applicable au sein du groupe hospitalier, notamment pour ce qui concerne les règles relatives à l'hygiène, à la sécurité ainsi qu'aux règles générales et permanentes relatives à la discipline,
- Les normes AFNOR relatives à la maintenance, et notamment :
 - La norme EN 13306 « maintenance - terminologie », norme française homologuée par décision du directeur général d'AFNOR le 20 mai 2001 pour prendre effet le 20 juin 2001 (indice de classement : X 60-319),
 - La norme FD X 60-000 « maintenance industrielle – fonction maintenance », publiée par AFNOR en mai 2002 (indice de classement : X 60-000).
- La Loi N° 74-908 du 29 octobre 1974 publiée au Journal Officiel du 31 octobre 1974, modifiée par la loi N° 77-804 du 19/7/77 (J.O. du 20/7/77) et la loi N° 80-531 du 15/7/80 (J.O. du 16/7/80), modifiée

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	5/22

- Le Décret N° 81-436 du 4 mai 1981, publié au Journal Officiel du 7 mai 1981, et relatif aux contrats d'exploitation des installations de chauffage ou de climatisation avec garantie totale ou se référant à cette exploitation, modifié ;

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le titulaire du présent document

4. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

4.1. CARACTÈRE ET CONTENU DES PRIX

4.1.1. Forfait

Les prestations comprises dans le forfait, décrites dans le C.C.T.P sont couvertes par un forfait annuel selon les conditions figurant dans la décomposition du Prix Global et Forfaitaire et liées à la mise en place des moyens sur les sites concernés par ce marché et faisant partie du GH APHP Centre-Université Paris Cité, pour le respect des obligations définies au présent marché.

Le prix forfaitaire comprend l'ensemble des prestations annuelles effectuées en intervention de jour ou de nuit, durant les jours ouvrables ou non, décrites dans le marché et liées à la mise en place des moyens sur les différents sites concernés par le marché pour le respect des obligations définies au présent marché.

Le prix ainsi défini inclut les communications téléphoniques, les frais de déplacement des personnels et le transport des pièces, outillage, équipements et appareillages nécessaires à l'exécution des prestations.

Il comprend également :

- La mise en conformité des installations en ce qui concerne les réserves émises affectant les prestations dues normalement par le titulaire,
- L'information du personnel du groupe hospitalier (ou de toute autre personne mandatée par celui-ci) assurant le contrôle et la sécurité des biens et des personnes,
- L'outillage individuel et consommable, les matières et fournitures, les consommables, les machines, engins, véhicules,
- Les interventions consécutives à la détérioration d'une pièce ou d'un matériel, autre que celui incriminé, suite à une mauvaise manipulation du titulaire, y compris le coût de la pièce ou du matériel de remplacement.
- L'électricité et l'eau nécessaire seront mises gratuitement à disposition du titulaire, sous réserve de la capacité des réseaux existants.

Le forfait exclut :

- L'entretien des installations de bâtiment en général, même si elles ont été exécutées spécialement dans le cadre de la réalisation des prestations du marché, tels que branchement de force, de lumière et de mise à la terre, compteur, combinés ou disjoncteurs, éclairage des abords, entourages et protection, maçonnerie, peinture même consécutive à des travaux de réparation, non provoqués par le titulaire du marché.
- Les réparations ou remplacements des pièces ou organes détériorés par malveillance ou usage anormal
- Les interventions dues à une catastrophe naturelle ou à l'exécution de travaux réalisés pour le compte du GH APHP Centre – Université Paris Cité, par des entreprises autres que le titulaire ou ses sous-traitants éventuels pendant la durée de garantie du matériel ou des équipements.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	6/22

- Le titulaire devra néanmoins veiller à ce que ces travaux ne causent aucune dégradation aux appareils et/ou équipements et installations dont il a la charge.
- Les prestations qui résulteraient de modifications.
- Les frais d'experts ou d'organisme de contrôle agréé, sauf dispositions contraires dans le CCTP. Toutefois, le titulaire mettra à disposition la main-d'œuvre, l'outillage nécessaire et préparera éventuellement les appareils en vue des opérations périodiques réglementaires effectuées par des organismes agréés (il est tenu d'assister aux opérations).

4.1.2. Hors forfait

Cf. annexe financière BPU et Hors BPU

4.2. REVISIONS DE PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro M₀ fixé dans l'acte d'Engagement (AE).

Les prix ne figurant pas dans les annexes financières et faisant l'objet d'un devis sont fermes.

4.2.1. Nature des prix

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché. La première année du marché, les prix sont réputés fermes.

1^{ère} révision : date de début de marché + 1 an

2^{ème} révision : date de début de marché + 2 ans

3^{ème} révision : date de début de marché + 3 ans

4.2.2. Formule de révision

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times (0,70 \times ((\text{ICHTME})/(\text{ICHTME}_0)) + 0,30 \times (\text{FSD1}/\text{FSD1}_0))$$

Sigle	Signification
0,15	Part fixe
M0	Mois du dépôt de la dernière offre ou de la dernière révision.
P	Prix révisé
P0	Prix au mois M0
ICHTIME M0	Indice du coût horaire du travail, des Industries Mécaniques et Electriques au mois M0
ICHTIME	Dernier indice publié connu, 60 jours avant la date anniversaire du marché (c'est-à-dire de sa date de début prévue ou, à défaut de sa date de notification)
FSD1 M0	Indice de frais et services divers au mois M0
FSD1	Dernier indice publié connu, 60 jours avant la date anniversaire du marché (c'est-à-dire de sa date de début prévue ou, à défaut de sa date de notification)

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	7/22

Modalités :

La révision peut être proposée par l'entreprise ; l'envoi doit être fait au plus tard 30 jours avant la date anniversaire du marché. A défaut, elle est effectuée à l'initiative de l'AP-HP.

Le titulaire dispose de 30 jours à compter de l'envoi pour contester le calcul de la révision

Le coefficient de révision arrondi au millième supérieur sera arrêté à la troisième décimale.

La révision est notifiée à l'initiative de l'AP-HP via la plateforme PLACE, avant la date anniversaire. Le coefficient de révision sera arrêté à la troisième décimale. L'AP-HP traitera la demande dans un délai intervenant avant la date anniversaire du marché.

La TVA applicable est celle en vigueur au moment de l'admission des prestations.

Le titulaire du marché enverra à l'AP-HP les annexes financières mises à jour à cette adresse :

aphp-centre-gestion.travaux.maintenance@aphp.fr et en copie cellulemarches.aphpcup@aphp.fr

4.3. CLAUSE BUTOIR ET DE SAUVEGARDE

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 5 % par rapport à l'année précédente, La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Seules les hausses anormales dues aux matières premières ou à des exigences réglementaires nouvelles permettront une hausse supérieure ; dans ce cas, un dossier justificatif détaillé devra être fourni.

Dans le cas où aucun accord après négociation n'est possible entre les deux parties, Si l'augmentation des prix résultants de la révision ne correspond pas à l'application de la formule proposée, ou aux possibilités budgétaires, le groupe hospitalier se réserve la possibilité de résilier sans indemnité, la partie non exécutée du marché.

Les nouvelles conditions de prix acceptées par le Groupe Hospitalier donneront lieu à l'établissement d'une note d'information.

En dehors de ces cas, les prix ne seront pas modifiés.

5. MODIFICATION DU MARCHE – CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants:

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas de modification de l'inventaire des installations et équipements
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

En ce qui concerne la partie forfaitaire, la modification sera alors formalisée :

- Jusqu'à 10% (en plus ou moins-value), la modification du forfait (DPGF) se fera par ordre de service avec en annexe la DPGF modifiée ainsi que l'annexe « inventaire » modifiée.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	8/22

- Au-delà de 10% (en plus ou moins-value), la modification se fera par voie d'avenant.

Le marché pourra être modifié en application des articles R2194-2 à R2194-9 lorsque cela sera nécessaire à la bonne exécution du marché.

6. MODIFICATION DE REFERENCES EN COURS DE MARCHE

Des modifications de références pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :

- que les nouvelles références respectent le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du titulaire.

En cas de demande de changement définitif de référence produit :

Cette demande de changement devra être faite au GHU APHP. Centre Université de Paris un mois avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation. En cas de non-respect de ce délai, application sera faite d'une pénalité de 500 euros par les hôpitaux du GHU APHP. Centre Université Paris Cité.

En cas de demande de changement ponctuel de référence de produit (cas de rupture momentanée à ne pas faire subir aux sites) :

Cette demande de changement devra être faite au GHU APHP. Centre Université Paris Cité, 7 jours avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation expresse par la Direction du GHU.

Les éléments à fournir sont les suivants : libellé du produit, référence commerciale, conditionnement, prix unitaire, fiche technique, date et durée d'effet.

Les ajouts, suppressions et substitutions de références dans le bordereau de prix unitaire s'effectuent d'un commun accord entre le titulaire du marché et l'AP-HP.

Lorsque ces modifications n'ont pas d'impact sur le montant maximum du marché, elles se matérialisent par l'envoi d'une note d'information signée par une personne habilitée de l'AP-HP.

Lorsque les modifications ont un impact sur le montant maximum du marché, elles se matérialisent par la conclusion d'un avenant.

Dans les deux cas, le titulaire fournira une annexe financière mise à jour.

7. MODALITES DE DELIVRANCE DES BONS DE COMMANDE

Les commandes seront établies par le GHU APHP. Centre Université Paris Cité et transmises au titulaire par courrier ou par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par la Cellule marchés du GHU AP-HP. Centre Université Paris Cité pour pallier ses défaillances éventuelles.

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commande ne doit pas excéder 6 mois au-delà de la date de fin du marché.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	9/22

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une livraison à la date de début de marché.

Chaque commande fera l'objet d'une demande de devis adressée par le GHU au titulaire du marché. Le devis devra être établi dans un délai inférieur à cinq (5) jours ouvrés à constat du dysfonctionnement de l'installation.

Le devis devra préciser les notions de Hors BPU de manière explicite :

- HBPU fournitures (nom du fournisseur à préciser) avec le coefficient de majoration appliqué
- HBPU en provenance du titulaire – sans coefficient de majoration
- HBPU – sous-traitance (nom du sous-traitant à préciser) avec le coefficient de majoration appliqué et le DC4 à établir

Sur la base du devis éventuellement rectifié, le groupe hospitalier délivrera au titulaire un ordre de service valant bon de commande.

Chaque bon de commande indiquera au minimum :

- Le numéro de commande,
- La référence du présent marché,
- L'emplacement des interventions,
- La date de l'intervention et sa durée,
- Le montant hors taxe et toutes taxes comprises,

Le bon de commande signé par le directeur des investissements ou son représentant des sites sera notifié au titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de trois (3) jours francs pour émettre des observations sur le bon de commande. Passé ce délai, il est réputé en avoir accepté toutes les clauses.

Le délai d'intervention du titulaire pour remise en état des installations ne devra pas excéder une semaine maximum à réception du bon de commande.

L'ensemble des prestations font l'objet de bons de commande. La durée d'exécution des bons de commandes hors forfait et forfaitaire ne pourra dépasser 6 mois après la date d'expiration du marché (exemple : 30/06/2026 par rapport à la fin du marché au 31/12/2025).

8. PRINCIPE DE FACTURATION

La facturation se fera intervention par intervention après établissement d'un ordre de service valant bon de commande pour une intervention préventive ou curative programmée et à un attachement pour les interventions curatives urgentes.

Les prix unitaires, les taux horaires et le montant du déplacement seront ceux fixés dans le Bordereau de Prix Unitaires figurant dans l'acte d'engagement.

9. FACTURATION

9.1. UTILISATION DU PORTAIL CHORUS PRO

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'utilisation du portail CHORUS PRO devient obligatoire pour l'ensemble des factures adressées aux entités publiques.

La facture originale (entretien et maintenance) sera déposée sur le portail Chorus-Pro, via le module « Factures émises » et le cadre de facturation A1 « Dépôt par un fournisseur d'une facture ». Les factures doivent indiquer :

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	10/22

- La mention « Facture » ;
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Le nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des fournitures livrées H.T et T.T.C. ;
- Les n° des bons de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service ;
- Le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

Les factures ne détaillant pas ces éléments, ou dont la liquidation serait déclarée erronée suite aux contrôles effectués par l'AP-HP et ses économistes, seront rejetées afin de permettre d'établir une refacturation en cohérence avec le règlement attendu. Ces refacturations devront porter une **nouvelle référence**, la réglementation comptable ne permettant pas de modifier une pièce déjà transmise, et mentionner la facture rejetée.

Lors du dépôt de facture dans le portail Chorus-Pro, l'identification du destinataire est effectuée à partir du n° de **SIRET de l'AP-HP (26750045201928) valable pour l'ensemble des hôpitaux de l'AP-HP.**

Le règlement est effectué par virement bancaire ouvert au crédit du compte indiqué à l'acte d'engagement.

Le groupe hospitalier déduira, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 22 de la facture ou émettra un titre de recettes.

9.2. FACTURATION DU FORFAIT

Le règlement des prestations forfaitaires est effectué **à terme échu semestriellement**, après vérification et approbation par le directeur des services techniques ou son représentant habilité. Le bon de commande sera établi par année du marché et par site et décomposé par postes en fonction de la fréquence de facturation (exemple : 4 postes si facturation trimestrielle pour un site donné). Un poste de la commande pourra donc ainsi être à cheval sur deux années calendaires. D'autre part, un poste de commande sera systématiquement créé pour la révision de prix (hors année ferme).

9.3. FACTURATION HORS FORFAIT

Le règlement des **prestations hors forfait du marché** intervient après exécution de prestations commandées par le directeur des services techniques ou son représentant habilité, et remise de la facture correspondante. Pour les commandes de plus de 50 000 € HT et d'un délai d'exécution de plus de 2 mois, le paiement pourra être échelonné en plusieurs fois sous réserve de la validation du maître d'ouvrage et de la validation du service fait partiel. La durée d'exécution sera bien précisée dans le devis initial ainsi que le nombre de paiements. La commande pourra donc faire l'objet de paiements partiels sur présentation de factures partielles.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	11/22

Le règlement est effectué par virement bancaire ouvert au crédit du compte indiqué à l'acte d'engagement.

Le groupe hospitalier déduira, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 22 de la facture ou émettra un titre de recettes.

10. PAIEMENT

Le paiement s'effectuera selon les règles de la Comptabilité Publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG/FCS.

L'exécution du marché sera financée par le budget du GH APHP Centre – Université Paris Cité.

Au-delà du délai maximum de paiement prévu à l'article R. 2192-11 du Code de la Commande Publique, les intérêts moratoires sont dus de plein droit. Le taux retenu pour le calcul des intérêts moratoires est le taux d'intérêt légal augmenté de huit points.

Le délai maximum de paiement est au plus de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

11. CONDITIONS DE PRISE EN CHARGE / RESTITUTION DES INSTALLATIONS

11.1. PRISE EN CHARGE

Le titulaire déclare qu'avant le démarrage des prestations, il prend toutes les mesures utiles pour être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance et de l'état des pièces, matériels ou équipements dont il assure la maintenance, ainsi que des contraintes de fonctionnement.

A ce titre, aucune réclamation ou demande d'indemnité ne sera prise en compte.

La mise en conformité des pièces, matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge du GH APHP Centre – Université Paris Cité qui s'engagent à examiner les recommandations émises par le titulaire.

Le titulaire doit une obligation de conseil pour tout ce qui concerne l'utilisation des équipements, matériels, installations et les améliorations à y apporter. Il est tenu, seul, et engage sa responsabilité de signaler toutes non conformités à la réglementation en vigueur. Il avertit le directeur des services techniques et des travaux ou son représentant, de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires et se prête aux sujétions qu'ils entraînent. Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du présent marché, les matériels, équipements et installations en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des pièces, matériels ou équipements est établi au début du marché

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	12/22

11.2. RESTITUTION

L'ensemble des conditions sont détaillées au C.C.T.P.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les installations, les pièces, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et de restituer toute la documentation.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des installations, des pièces, des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché et avant le démarrage des prestations du nouveau marché avec la présence éventuelle du nouveau titulaire désigné et/ou de tout expert désigné par le GH APHP Centre – Université Paris Cité.

Le titulaire doit accepter pendant le dernier mois de son marché la présence éventuelle du nouveau titulaire.

Le titulaire s'oblige notamment de communiquer tous les dessins, programmes informatiques, documents et instructions reçus du Directeur des Investissements des sites concernés et/ou son représentant ou exécutés par le titulaire dans le cadre du marché

12. ENGAGEMENT DU TITULAIRE – OBLIGATIONS GENERALES

Le titulaire doit avoir une parfaite connaissance des matériels et techniques des marques qui constituent le parc, objet du marché.

Il est insisté sur la variété du parc (âge, technologie, trafic, utilisation, conformité aux normes).

Ce marché devant être exécuté sur un site hospitalier, le titulaire devra respecter des contraintes propres à ce type de milieu, en particulier :

- Eviter les bruits
- Limiter les poussières.
- Assurer une évacuation immédiate des déchets et gravats.
- Être à même de répondre à l'urgence 24H/24 dans les délais les plus courts impartis.

Le titulaire a par ailleurs l'obligation de prendre toute précaution concernant l'hygiène et la non propagation des maladies nosocomiales en se conformant aux procédures en place lors de contrôles en milieu protégé ou sensible (zones à empoussièrement contrôlé et tout secteur en présence de patients).

Cette spécificité du service hospitalier ne sera pas rappelée tout au long du présent document, il devra cependant toujours en être tenu compte par le titulaire. Les solutions proposées et moyens mis en œuvre et les tarifs appliqués devront y satisfaire.

Le titulaire s'engage :

- À respecter les dispositions du Cahier des Charges Techniques Particulières tout au long de l'exécution du marché.
- À respecter le montant maximum déterminé au marché. Il s'engage à une obligation de vigilance sur le cumul des bons de commande qui lui seront adressés. Pour les marchés avec montant, lorsque ce cumul atteindra un seuil d'engagement à hauteur de 70% du montant maximum du marché, le Titulaire en informera sans délai la Direction des Travaux du Groupe APHP Centre – Université Paris Cité en lui communiquant toute information utile. A défaut du respect de cette disposition, tout dépassement constaté du montant maximum du marché pourra donner lieu à la transmission du dossier à la Direction des Affaires Juridiques de l'AP-HP pour instruction contentieuse
- À fournir au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire du marché, un état des interventions arrêtée au 31 décembre de l'année n-1, effectuées dans le cadre de la

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	13/22

maintenance préventive et curative pour chacun des engins constituant le parc des sites du GH APHP Centre – Université Paris Cité concernés par ce marché, ainsi que les interventions effectuées dans le cas d'accident et malveillance, ainsi que les pièces détachées utilisées.

- À veiller à ce que les produits /prestations commandés soient bien référencés dans l'acte d'engagement du présent marché. Dans le cas contraire, il sera fait retour du (des) bon(s) de commande erroné(s) au(x) service(s) émetteur(s).
- À informer sans délai de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie du marché à un autre fournisseur ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution du marché. Le Titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.

Dans tous les cas, et quel qu'en soit la raison, compte tenu de la nature du (des) produit(s) figurant au marché, le Titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations. En cas de litige, le Titulaire en informera sans délai la Direction des Travaux et de Maintenance Technique du GH APHP Centre – Université Paris Cité.

13. PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES FOURNITURES ET ORGANES

13.1. FOURNITURES

13.1.1. Matières consommables

Les caractéristiques techniques des matières consommables indispensables à un fonctionnement correct sont celles préconisées par le constructeur.

Le titulaire veillera à la régularité des livraisons des fournitures en tenant compte des délais de livraison de chaque article.

13.1.2. Récupérations

Le titulaire peut proposer au directeur des services techniques et des travaux ou son représentant habilité, ou ce dernier demander au titulaire, la réparation des installations, des pièces, des matériels ou équipements défectueux au lieu et place de leur remplacement.

Sur demande du directeur des services techniques et des travaux ou son représentant habilité, les installations, les pièces, les matériels ou équipements non réutilisables déchets et résidus lui sont remis par le titulaire. Dans ce cas, le titulaire aura la charge d'amener ces éléments à l'endroit qui lui sera désigné par le directeur des services techniques et des travaux ou son représentant habilité (dans l'enceinte du bâtiment). Si la Direction des Investissements des sites concernés ne souhaite pas procéder à cette récupération, l'entreprise aura à sa charge l'évacuation de ces éléments hors de l'établissement, et leur mise en décharge, retraitement ou destruction selon la réglementation sur l'environnement en vigueur.

Le titulaire devra remettre au directeur des services techniques et des travaux ou son représentant habilité un bordereau de suivi des déchets précisant le nom du collecteur, du transporteur et de l'éliminateur, ainsi que l'adresse du lieu de traitement et la quantité reçue.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	14/22

13.2. SUJÉTIONS POUR MANUTENTION ET DÉMONTAGE D'ORGANES

Le titulaire fait son affaire, avec ses propres moyens, de toute manutention d'organes ou d'équipement à l'intérieur et à l'extérieur du groupe hospitalier, en prenant soin de ne pas apporter de gêne au bon fonctionnement du groupe hospitalier.

14. CONDITIONS D'ACCES ET D'UTILISATION DES LOCAUX, DE LA DOCUMENTATION ET DE L'INFORMATIQUE

14.1. DOCUMENTATION

14.1.1. Propriété et mise à jour

La documentation reste la propriété des sites concernés et n'est utilisée par le titulaire qu'à seule fin d'exécution du présent marché. Elle est mise à jour par ses soins en cas de modification des appareils ou équipements, consécutive à ses interventions. Cette mise à jour respectera le fond et la forme des documents des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) dans leur dernière évolution détenue par les sites concernés. Toute documentation est tenue à disposition du groupe hospitalier qui peut la consulter à tout moment.

Toute modification conséquente, à charge du titulaire, doit être portée à la connaissance du Directeur des Investissements des sites concernés et/ou son représentant. Le titulaire qui n'est pas en mesure de présenter une documentation mise à jour, suite à la demande écrite du directeur des services techniques et des travaux ou son représentant habilité dans le délai d'un mois suivant cette demande, encourt une retenue sur le montant de son acompte mensuel.

14.1.2. Support de la documentation

La documentation est conservée par la Direction des Investissements de sites concernés sur un support informatique afin d'en faciliter l'accessibilité et la mise à jour par l'ensemble des intervenants.

Les mises à jour dues par le titulaire s'effectueront soit directement sur l'outil informatique, soit par support informatique compatible avec le groupe hospitalier.

14.1.3. Inventaires

Les annexes 1a à 3 au cahier des clauses techniques particulières décrivent l'inventaire répertorié des installations au moment de la passation du marché avec son titulaire.

A partir de cet inventaire, le titulaire est tenu de mettre en place le plan de maintenance préventive. Le titulaire prend en compte l'évolution du parc des équipements. Il tient à jour la nomenclature des équipements et le plan de maintenance.

14.1.4. Documentation particulière

Documentation technique

La Direction des Investissements des sites concernés tient à la disposition du titulaire sur son système d'archivage, la documentation technique particulière aux installations, équipements, pièces et matériels, dans la limite de ce qu'il possède.

Le titulaire fera son affaire de tout complément qu'il jugera nécessaire à la bonne exécution de ses prestations.

Documentation historique

La documentation historique comprend tous les renseignements et documents concernant la vie des équipements :

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	15/22

- Les modifications, y compris les améliorations de maintenance,
- Les ordres de travaux,
- Les rapports d'expertise ou d'incident,
- Les carnets ou fichiers d'entretien sur lesquels sont consignées les interventions de maintenance (date, nature et désignation du travail, temps passé, durée de l'arrêt dû à l'intervention, le nombre d'unité d'usage ou d'heure de fonctionnement),
- Les rapports des réunions périodiques de maintenance,
- Les registres journaliers.

Cette documentation est établie, mise en place et tenue par le titulaire.

15. CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS

15.1. GÉNÉRALITÉS

Le Titulaire est tenu de se prêter aux contrôles nécessaires à la vérification de l'exécution correcte de ses prestations.

Le Directeur des Investissements des sites concernés et/ou son représentant peut à tout moment procéder sans préavis à toutes les vérifications utiles et faire contrôler les installations par un organisme technique habilité de son choix sans que ce contrôle ne dégage en rien la responsabilité du titulaire qui demeure pleine et entière.

En cas de litige, le contrôle est établi contradictoirement.

Les contrôles inopinés pour lesquels il est fait appel à un conseil sont à la charge des sites concernés.

Les contrôles probatoires contradictoires sont à la charge du titulaire si, et seulement si, celui-ci est reconnu responsable des problèmes ayant entraîné ce contrôle contradictoire.

15.2. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

15.2.1. Vérification

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Une décision de la personne responsable du marché désignera le ou les responsables chargés des opérations de vérification.

Les opérations de vérifications sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur les points suivants :

- la quantité et la qualité des prestations exécutées,
- l'état des installations et des locaux entretenus,
- la qualification et l'effectif du personnel de maintenance du titulaire,
- la mise à jour des documents d'exploitation et de la documentation technique (tous documents et plans).

Le titulaire, dans le cadre de son marché de maintenance est tenu d'effectuer des essais de niveaux sonores, programmés en accord avec le GH APHP Centre – Université Paris Cité, des équipements et des locaux techniques.

Les relevés seront consignés sur un document portant la valeur des essais de recette.

Le titulaire ou son représentant est présent lors des opérations de vérification.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	16/22

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné.

Le GH APHP Centre – Université Paris Cité peut faire reprendre par le titulaire, l'anomalie constatée avant remise en service.

15.2.2. Vérification des résultats

La vérification de l'obtention des résultats sera assurée selon les deux options suivantes :

Option A :

Les résultats à obtenir sont appréciés par le taux d'indisponibilité des matériels, des installations ou des équipements précisés, le cas échéant, dans le CCTP.

Option B :

Les résultats à obtenir sont appréciés au moyen d'essais et de mesure.

Le directeur des services techniques et des travaux ou son représentant peuvent intervenir dans les ateliers où le titulaire procède à la révision ou la réparation des matériels ou des équipements et faire exécuter tous essais de vérification des performances.

Si les essais sont prévus par le marché, ils sont à la charge du titulaire.

Par dérogation à l'article 22.2 du C.C.A.G./F.C.S., si les essais sont complémentaires à ceux prévus par le marché et s'ils mettent en évidence une carence du titulaire, celui-ci en conserve la charge. En revanche, si les résultats d'essais et de mesure sont favorables au titulaire, le groupe hospitalier prendra en charge leur coût.

15.2.3. Décision après la vérification

Dans le cas où apparaît un litige ou lorsque la vérification fait apparaître une défaillance du titulaire, le Directeur des Investissements des sites concernés et / ou son représentant peuvent, suivant le cas et la gravité de la faute :

- Demander une vérification probatoire avec des mesures complémentaires, celles-ci seront exécutées contradictoirement au titre du contrat.
- Refuser la prestation, dans ce cas, le Titulaire devra recommencer.
- Demander réparation, lorsque la prestation mal exécutée a entraîné dégradation, le titulaire sera tenu de réparer l'installation à ses frais. Si cette réparation est hors de sa compétence son montant pourra être prélevé sur le montant du marché si elle n'est pas couverte par l'assurance.
- Se réserver le droit de faire appel à un contrôle technique agréé.
- Appliquer des pénalités, définies par l'article 20 du présent C.C.A.P et son annexe 1 du présent document.
- Demander résiliation du marché, pour faute grave, sans préjudice de l'application des paragraphes précédents.

15.2.4. Admission

L'admission des prestations, objet du marché de maintenance, sera prononcée par la personne responsable du marché. Il s'agit d'une constatation du service faite in situ ou au vu des rapports de visite ou compte rendu d'intervention.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	17/22

15.3. GARANTIE DU MATÉRIEL FOURNI PAR LE TITULAIRE

Le matériel fourni par le titulaire sera garanti une année à compter de sa mise en service. Le carnet de maintenance mentionnera la date de prise d'effet de la garantie. Si une nouvelle défaillance affectant le même organe réparé et ayant la même origine que la première se produit dans un délai inférieur à un an à compter de l'admission sans réserve, il n'y a pas de facturation pour la seconde réparation.

Les fournitures seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

16. RESPONSABILITES DU TITULAIRE.

16.1. RESPONSABILITÉ ET LOCAUX

Le titulaire se déclare responsable de toutes les installations sur lesquelles il sera intervenu. Cela suppose que toutes les installations soient, après intervention, en parfait état de fonctionnement et de sécurité et présentent, si cela doit être, un aspect de finition au moins identique à celui qu'elles avaient auparavant.

Par ailleurs, si, lors d'une intervention, le titulaire constate une détérioration de finition ou autre, il doit, avant de commencer les travaux, en informer le responsable du groupe hospitalier, faute de quoi il en sera tenu pour responsable, avec obligation de remise en état à sa charge.

16.2. RESPONSABILITÉ ET PERSONNEL

Le titulaire est seul responsable des contraventions aux lois, règlements et normes en vigueur et ne peut exercer aucun recours contre le groupe hospitalier en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel du GH APHP Centre – Université Paris Cité, pour les usagers et pour les tiers. Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, en outre, de garantir les HUPC de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

Le titulaire doit se soumettre aux sujétions spéciales et aux règlements relatifs à l'exécution des travaux dans l'enceinte du bâtiment type E.R.P. Il doit, en particulier, instruire son personnel et attirer l'attention de ce dernier sur les mesures de sécurité à prendre.

En outre, il ne doit pas omettre, le cas échéant, de saisir l'Inspecteur du Travail, dans les délais prescrits, de tout accident survenu à son personnel, à l'occasion des travaux exécutés pour le compte du GH APHP Centre – Université Paris Cité.

Le titulaire est responsable également :

- Des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants, par l'exécution de ses travaux.
- Des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant aux sites concernés par ce marché, par suite ou en cours de l'exécution de ses prestations.
- Du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux du groupe hospitalier.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	18/22

17. ASSURANCES

17.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le Titulaire déclare être couvert en matière de dommages pouvant être causés aux tiers aux usagers et aux personnels du groupe hospitalier par une assurance de responsabilité aussi bien pendant les travaux de maintenance des équipements qu'après intervention.

RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est responsable des dommages pouvant être causés aux personnes, aux biens et aux installations du fait des prestations qu'il assure.

Sont toutefois, exclus de sa responsabilité, les dommages dus :

- À un cas de force majeure,
- À l'intervention d'un tiers que le titulaire n'aura pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

Le titulaire du présent marché couvre par une assurance à son nom :

- Les risques encourus du fait de la prestation qui lui est confié (risques incendie, d'explosion, d'inondation et de dégâts des eaux, de gel, de vol tant pour les installations en exploitation que pour celles qui entourent, les bâtiments les contenant, les personnes présentes),
- Les risques de responsabilité civile pour lui et son personnel.

Cette garantie sera illimitée en ce qui concerne les personnes et le titulaire précisera sa valeur en ce qui concerne les biens.

Avant tout commencement d'exécution des prestations du marché, puis pendant la durée du marché, le titulaire devra produire sur simple demande du groupe hospitalier, une fois par an, en début d'année civile, et à tout moment dans l'hypothèse où la date de validité du contrat d'assurance ne couvrirait pas l'année civile, une attestation d'assurance correspondant aux critères définis ci-dessus.

18. CONFORMITE AUX NORMES INTERNATIONALES ET A LA REGLEMENTATION

Le Titulaire est engagé à signaler au directeur des Travaux et de la Maintenance Technique du GH APHP Centre – Université Paris Cité, toute modification intervenant en cours de marché dans son système d'assurance qualité.

En cas d'évolution de la réglementation, le titulaire est tenu de se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions à compter de leur date d'effet.

19. NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues à l'article 2232-1 du code de la commande publique

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	19/22

20. RETENUE DE GARANTIE – CAUTIONNEMENT

Le titulaire sera dispensé du versement de la retenue de garantie.

21. AVANCE FORFAITAIRE

Le versement de l'avance est obligatoire pour les marchés dont le montant initial est supérieur à un seuil (50 000€ HT) et la durée supérieure à deux mois.

L'avance forfaitaire s'applique pour les 3 cas suivants :

- Pour la part travaux (si des travaux sont prévus préalablement à l'exécution de la maintenance des installations)

Le montant de l'avance de 5% varie, en outre, en fonction de la durée d'exécution du marché, selon qu'elle excède ou non 12 mois de la tranche affermée.

a) pour les travaux d'une durée inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est de 5 % du montant initial TTC du marché

b) pour les travaux d'une durée supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est égal à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant initial TTC du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

- Pour la DPGF (part forfaitaire)

Pour les marchés reconductibles, le montant de l'avance est calculé en appliquant le pourcentage forfaitaire à l'assiette constituée :

- Pour la période initiale : du montant correspondant à la période initiale ;
- Pour chaque reconduction, du montant correspondant à la reconduction concernée.

a) pour les périodes d'une durée inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est de 5 % du montant initial TTC du marché

b) pour les périodes d'une durée supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est égal à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant initial TTC du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

- Pour la part à commandes

La part à commandes ne prévoit de montant minimum, l'avance est calculée selon le bon de commande.

- Si la durée d'exécution du bon de commande est inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant TTC du bon de commande en cause ;
- Si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à 5% de la somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois.

Elle est de 5%, pour toutes les typologies de société, du fait du statut d'établissement public de santé de l'AP-HP, conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique et par application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Remboursement de l'avance

- Sur la part à commandes, le paiement intervient après exécution de prestations ; le remboursement de l'avance se fera donc en une fois au moment du paiement de la facture
- Sur la part forfaitaire, le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte des montants sous-traités et des montants liquidés. Le remboursement débute, par part fournisseur,

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	20/22

quand le montant des prestations liquidées atteint 45% et doit être total quand le montant liquidé atteint 80%.

22. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, dans le cas où le titulaire n'a pas effectué les prestations conformes au marché, il sera passible de pénalités à partir de l'heure ou du jour qui suivra l'expiration du délai contractuel suivant les conditions et modalités définies en annexe au présent document. Ces éventuelles pénalités et/ou retenues seront appliquées en déduction d'une facture à échoir.

Toutes les pénalités et/ou retenues sont cumulables. Elles sont déduites du montant de l'acompte mensuel versé au titulaire correspondant au mois où elles sont échues.

En cas de contrôle ou d'expertise obligatoire consécutifs aux réparations, les délais nécessaires à ceux-ci ne seront pas pris en compte pour l'appréciation des pénalités.

Dans tous les cas, il appartient au Titulaire de faire la preuve que les causes ne lui sont pas imputables.

La liste des pénalités figure en Annexe 1 du présent CCAP.

Le montant maximum des pénalités est fixé à 10% du montant TTC des :

- Travaux : 10% du montant des travaux
- Des périodes fermes et reconduites pour la DPGF (part forfaitaire)
- Des bons de commandes émis sur la part à commandes à la date d'application de la pénalité

23. LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le GH APHP Centre – Université Paris Cité et le titulaire du marché, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

24. RESILIATION

24.1. CAUSES MAJEURES

Par dérogation à l'article 41.1 du C.C.A.G./F.C.S., le présent marché pourra être résilié dans les cas suivants :

- En cas de prestations non conformes et quarante-huit (48) heures à compter de la réception d'une lettre recommandée de mise en demeure, restée sans effet.
- Si le titulaire ne remplit pas son obligation de communication des documents contractuels, cette carence pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, après mise en demeure.
- En cas d'absence de mise en œuvre de la télésurveillance sur un ou plusieurs sites deux mois après le début du contrat ou deux mois après l'ajout au contrat de nouveaux appareils.

La résiliation est motivée et adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire défaillant, après établissement d'un procès-verbal de constat de carence.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	21/22

Le GH APHP Centre – Université Paris Cité se réserve le droit de demander toutes indemnités compensatrices du fait de la dégradation dûment constatée des matériels, équipements, installations non entretenues ou des troubles de jouissance subis par les usagers.

24.2. **RÉSILIATION DU MARCHÉ PAR LE GH APHP CENTRE - UNIVERSITE PARIS CITE SANS FAUTE DU TITULAIRE**

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le montant de l'indemnité de résiliation est obtenu en appliquant au montant initial du marché hors TVA diminué du montant des prestations engagées hors TVA, le pourcentage de 1%. Dans le cas où la durée du marché est ferme, l'indemnité se base sur la durée du marché. Dans le cas où la durée du marché est en partie ferme puis reconductible, l'indemnité se base sur la seule période en cours.

Le titulaire pourra renoncer au versement de cette indemnité d'un commun accord avec le RPA.

Toutefois, aucune indemnité n'est due si la résiliation est suivie de l'attribution, par la personne publique, d'un nouveau marché au titulaire.

Si un marché central AP-HP répondant aux mêmes besoins est notifié, le GHU APHP. Centre Université Paris Cité se réserve le droit de résilier avec un délai de prévenance de 3 mois.

Le marché est résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la fin du marché par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS.

24.3. **RÉSILIATION DU MARCHÉ À LA DEMANDE DU TITULAIRE**

Si le titulaire ne peut remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure, il recherchera avec le directeur des services techniques ou son représentant toutes mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif de l'équipement concerné et organiser la poursuite de l'exploitation.

Si aucune solution ne peut être trouvée, le titulaire peut demander la résiliation du marché.

Toute résiliation prendra effet à la fin du délai nécessaire à l'approbation d'un nouveau marché sans que ce délai puisse excéder 180 jours, le règlement s'effectuant aux conditions du marché.

25. DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Article du CCAG- FCS	Article du CCAP	Objet
4.1	3.1	Hierarchie des pièces contractuelles
22.2	15.2.2	Essais complémentaires
14	22	Pénalités
41.1	24.1	Résiliation causes majeures
42	24.2	Résiliation sans faute

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-EM511CCL	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP	Dernière mise à jour du : 14/10/2025	22/22